

Les libertés en danger !
Pour l'indépendance de la justice et la séparation des pouvoirs,
l'Égalité et la dignité de la Femme en Tunisie.

Rassemblement – Ambassade de Tunisie à Paris
Mardi 14 Juin 2022 – 18h Métro Saint François Xavier

La Tunisie traverse actuellement une crise profonde sur les plans politique, économique, social et institutionnel, éminemment dangereuse pour la préservation des acquis que sont les libertés et les droits humains.

Plusieurs décisions majeures du président de la République sont intervenues depuis son coup de force du 25 juillet 2021, en particulier le décret 117 du 22 septembre 2021 où Kaïs Saïed s'attribue de fait tous les pouvoirs. Ceci a notamment abouti à la dissolution du Parlement puis à celle du Conseil supérieur de la magistrature et à la nomination d'un conseil de son choix, à la désignation d'une nouvelle direction à l'Instance Supérieure Indépendante pour les Elections (ISIE) selon des modalités fixées à sa discrétion.

La dernière décision en date est la révocation de 57 juges avec, dans la foulée, une campagne de dénigrement sur les réseaux sociaux contre certains d'entre eux, en l'occurrence deux magistrat-es qui sont la cible d'une campagne scandaleuse portant atteinte aux libertés individuelles et au droit de toutes et tous au respect de la vie privée et des choix de vie.

Pour défendre l'indépendance de la justice ainsi que la dignité de ces magistrat-es et plus généralement celle de la Femme en Tunisie, nous appelons à

un rassemblement le mardi 14 juin à 18h devant l'ambassade de Tunisie à Paris, métro Saint-François Xavier.

Premiers Signataires

- Comité pour le Respect des Libertés et des droits de l'homme en Tunisie (CRLDHT)
- Fédération des tunisiens citoyens des deux rives (FTCR)
- Collectif des femmes tunisien-nes (CFT)
- Union des travailleurs immigrés tunisiens (UTIT)

- Aljournhourî France Nord
- Ettakattol – France
- Parti Attayar France Nord.
- Parti des travailleurs de Tunisie (section France)

Soutiens

Association des citoyens originaires de Turquie (ACORT)

Association de défense des droits de l'homme au Maroc (ASDHOM)

Agir pour le changement et la démocratie en Algérie (ACDA)

Association femmes plurielles (AFM)

Association des Marocains en France (AMF)

Association des familles des disparus et des prisonniers Sahraouis (**AFAPREDESA**)
Association des travailleurs maghrébins de France (**ATMF**)
Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (**ATTAC**)
Cedetim
Droit au logement (**DAL**)
Ligue des droits de l'homme (**LDH**)
Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (**MRAP**)
La Fondation Frantz **Fanon**
Réseau Féministe « **Ruptures** ».
Riposte Internationale (**RI**)

Union syndicale **Solidaires**

Europe Ecologie Les Verts (**EELV**)
Ensemble ! (Mouvement pour une alternative de gauche, écologiste et solidaire)
Pour une écologie populaire et Sociale (**PEPS**)
Le Parti communiste français (**PCF**)
Nouveau Parti Anticapitaliste (**NPA**)
Parti communiste des ouvriers de France (**PCOF**)

Personnes :

Hela Benyoussef Ouerdani, militante politique
Alima Boumedienne, ancienne sénatrice
Nadia Chaabane, députée de la constituante
Nadia El Fani, cinéaste
Chokri Jlassi, militant politique
Sofiène Makhoulfi, député
Najet Lindenberg Mizouni, universitaire
Fathi Tlili, militant associatif